

autorisant ce dernier organisme à prescrire pour ces bénéficiaires des périodes de mise en situation en milieu professionnel.

Cette autorisation ne peut être liée à aucune clause financière et l'organisme qui l'a accordée peut la suspendre ou la retirer sans préavis.

D. 5135-8

DÉCRET n°2014-1360 du 13 novembre 2014 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La convention mentionnée à l'article **D. 5135-7** comporte notamment les indications suivantes :

1° La dénomination, l'adresse, la forme juridique de chaque partie à la convention, ainsi que le nom et la fonction de chaque signataire ;

2° Les catégories de personnes pouvant se voir prescrire des périodes de mise en situation parmi celles employées ou accompagnées par l'organisme prescripteur ;

3° La durée de la convention.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Qu'est-ce qu'une période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) ? : Périodes de mise en situation en milieu professionnel (durée D5135-3)

## Titre IV : Aides à la création d'entreprise

### Chapitre Ier : Aides à la création ou à la reprise d'entreprise

#### Section 1 : Dispositions communes

##### Sous-section 1 : Nature et bénéfice des aides

R. 5141-1

Décret n°2010-1642 du 23 décembre 2010 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les aides destinées aux personnes qui créent ou reprennent une entreprise, ou qui entreprennent l'exercice d'une autre profession non salariée, prévues au présent chapitre, comprennent :

1° L'exonération de cotisations sociales prévue à l'article **L. 161-1-1 du code de la sécurité sociale**. Cette exonération peut être cumulée avec les allocations mentionnées à l'article **9 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998** d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

2° L'avance remboursable prévue à l'article **L. 5141-2**. La dotation aux jeunes agriculteurs accordée en application des articles **R. 343-3 et suivants du code rural** et de la pêche maritime n'est pas cumulable avec cette avance remboursable ;

3° Le versement par l'Etat, aux bénéficiaires des exonérations prévues au 1°, effectué conformément aux dispositions de l'article **L. 5141-3**. Pour les personnes admises au bénéfice de ces exonérations au cours de leur période d'indemnisation au titre de l'allocation d'assurance, le bénéfice de l'allocation de solidarité spécifique prévue à l'article **L. 5423-1** est maintenu jusqu'au terme du bénéfice de ces exonérations ;

4° Le financement partiel par l'Etat des actions de conseil et d'accompagnement au bénéfice des créateurs ou repreneurs d'entreprises en application de l'article **L. 5141-5** du code du travail.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Aide à la création ou à la reprise d'une entreprise (Acre) : Nature et bénéfice de l'Acre